



Le gouvernement annonce son plan de lutte contre le harcèlement, "priorité absolue"

(), (AFP) -

Brigades dédiées dans les rectorats, confiscation du portable dans les cas graves, cours d'empathie...: le gouvernement annonce mercredi son plan interministériel pour lutter contre le harcèlement scolaire, "priorité absolue" de la rentrée pour Elisabeth Borne.

La Première ministre présentera ce plan "contre le harcèlement à l'école et dans tous les lieux de vie de l'enfant" lors d'une conférence de presse à 16H30 en présence des ministres concernés, "afin de mieux prévenir les drames tels que ceux survenus ces derniers mois et poser un constat sur les défaillances existantes", a indiqué Matignon.

Ce plan avait été annoncé dès juin par la Première ministre après le suicide de Lindsay, 13 ans, dans le Pas-de-Calais. Elle avait alors demandé aux ministres de l'Intérieur, de la Justice, de la Santé et au secrétaire d'Etat au Numérique de travailler avec le ministre de l'Education nationale.

L'ensemble de mesures qui doit être détaillé est porté par une "philosophie claire", a expliqué le ministre de l'Education Gabriel Attal: "100% prévention, 100% détection et 100% réaction".

"Nous avons appelé à un électrochoc, et je constate que l'électrochoc a commencé", a-t-il martelé mardi à l'Assemblée nationale. "Oui la peur doit changer de camp, oui nous devons être plus efficaces dans la lutte contre le harcèlement scolaire".

Plusieurs mesures ont déjà été mises en place ces derniers mois pour muscler la lutte contre ce fléau, dont la possibilité de changer d'établissements les élèves harceleurs dès cette année ou de pouvoir sanctionner un auteur de cyberharcèlement contre un élève d'un autre établissement.

D'autres pistes ont depuis été esquissées par Gabriel Attal, dont certaines devraient figurer dans ce plan. Lors d'une visite au Danemark la semaine dernière, il a notamment évoqué l'idée d'une confiscation systématique du téléphone portable de l'enfant auteur de cyberharcèlement grave.

Il a aussi mis en avant la possibilité d'interdire l'accès aux réseaux sociaux des mineurs mis en cause.

- "brigades" dédiées -

M. Attal a aussi indiqué aux syndicats enseignants, qu'il a réunis lundi, travailler à la mise en place d'un questionnaire pour tous les élèves afin de repérer les "signaux faibles" dans la lutte contre le harcèlement.

Il envisage également la création de "brigades" dédiées sur le sujet dans les rectorats qui pourraient intervenir rapidement, et souhaite mettre en place des "cours d'empathie" à l'école, sur le modèle danois.

Il a aussi évoqué la mise en place d'un temps dédié pour parler du harcèlement dans tous les établissements scolaires le 9 novembre, à l'occasion de la journée nationale de lutte contre le harcèlement.

Le harcèlement à l'école, qui en France toucherait un élève sur dix, est au coeur de l'actualité en cette rentrée après un nouveau drame, le suicide du jeune Nicolas, 15 ans, qui s'est donné la mort à Poissy (Yvelines).

L'académie de Versailles, la plus grosse de France, et son ancienne rectrice, Charline Avenel sont depuis sous le feu des critiques, avec la révélation d'un courrier au ton menaçant envoyé en mai dernier par le rectorat aux parents de Nicolas. Ce courrier a été qualifié de "honte" par Gabriel Attal.

Le ministre, qui s'est rendu lundi à Versailles pour "faire la transparence" sur les courriers dits "de réprobation" adressés à des familles, a indiqué qu'au cours de la dernière année scolaire 2022-2023, sur 120 courriers de ce type adressés à des parents d'élèves, 55 "semblent poser question".

"Évidemment, des travaux vont se poursuivre pour identifier ce qui a mené à l'envoi de ces courriers et s'il était justifié de les envoyer ou pas", a-t-il poursuivi.

Chaque académie "devra se doter d'une stratégie anti-harcèlement" d'ici "la fin de l'année", a ajouté M. Attal, qui a lancé un audit sur la gestion des cas de harcèlement au cours de la dernière année scolaire.

Afp le 27 sept. 23 à 03 52.